

Zone CFA
Quand la passion occulte le débat
Quand l'émotion limite le raisonnement !!!

Dévaluation !

Le mot fait peur aussi bien dans les salons dorés de nos palais que dans les gargotes des villes de Niamey à Brazzaville en passant par Lomé ou Malabo.

Or, évoquer maintenant le FCFA rime presque à aborder sa valeur et donc à poser la question d'un éventuel ajustement de celle-ci, d'où la dévaluation.

La dévaluation qui nous fait peur est celle de 1994 et de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des citoyens principalement. Celle qui a vu notre pouvoir d'achat de produits importés baisser de manière sensible et donc agir dans le sens d'une détérioration de notre qualité de vie. Ce n'est pas l'augmentation des ressources de nos exportateurs et peut être de celles de certains ruraux qui nous convaincront d'accepter cette situation.

La dévaluation est synonyme d'échec et de recul pour les citoyens. Est-ce le cas pour l'économie en entier ? C'est une question importante à laquelle, à défaut de répondre franchement, il faut réfléchir. Cette réflexion et ces analyses sont peut être l'exercice le plus important auquel il nous faut nous atteler en Afrique francophone dans le domaine économique cette année 2008. C'est l'objet de cette contribution. Le faire l'esprit ouvert et dépassionné. Le faire à l'abri de l'émotion et animé du souci collectif, le seul qui vaille vraiment !

Il est nécessaire de fixer le cadre du FCFA pour en percevoir les contours historiques et économiques mais également en saisir la portée politique. Ce cadre est indispensable pour comprendre son mécanisme actuel. Il permettra dans un second temps de poser clairement les acquis que cette monnaie a constitués pour les pays qui l'ont adoptée. A l'inverse, la présentation des contraintes importantes que le FCFA nous impose doit également être faite afin d'entrevoir les voies et moyens nous permettant d'adopter une politique économique et financière qui préservera les acquis en levant les contraintes.

Le CFA a eu plusieurs noms et sans doute plusieurs vies. De Franc des colonies françaises d'Afrique, il est devenu le Franc de la communauté Financière africaine en passant par le Franc de la communauté française en Afrique. Ces noms différents reflétaient chacun un moment d'histoire, une péripétie des stratégies africaines de la France qui connurent une accélération fulgurante après la seconde guerre mondiale débouchant ainsi sur les indépendances. Au moment où nous recouvrâmes nos souverainetés, les Etats ont choisi librement de leur politique monétaire en fonction de leur proximité avec la France d'alors. La Guinée a par exemple quitté la zone CFA suivie par notre pays en 1962. La Guinée n'a plus jamais réintégré le CFA, ce qui ne fut pas le cas du Mali. Notre pays a réintégré la zone sur base d'accord d'association d'abord en 1967 et ensuite totalement en 1984 avec à chaque fois le prix de la dévaluation de sa monnaie. L'Afrique centrale a adopté le CFA de l'indépendance jusqu'à nos jours. Elle ne connut pas de défection. Finalement la zone franc sut tenir tant bien que mal et fonctionna çà peu près normalement pendant ces presque cinquante dernières années selon le même système.

La base de ce système est la garantie donnée à notre monnaie par la France à travers son Trésor public, ce qui confère à la monnaie une convertibilité sans limite à l'extérieur car adossée à une monnaie d'un pays fort. Cette garantie repose sur deux éléments importants : le maintien au niveau du Trésor français d'une quantité donnée des réserves de change de chaque Etat et la mise en place d'une politique monétaire commune à travers principalement deux banques centrales communes. Le placement de devises au niveau du Trésor français est un dispositif classique de contre-garantie qu'on offre à celui qui se porte caution pour nous. Cet argent nous appartient mais on ne peut en faire ce qu'on veut tant que nous demandons à la France d'assurer la convertibilité de notre monnaie. En l'occurrence quelque soit la situation, la France interviendra pour que la monnaie ait son cours actuel. Par exemple, au cas où nos économies seraient affaiblies au point que nous soyons en position difficile face à nos partenaires (multiplication de dettes, difficultés de paiements...), la France s'organisera pour que notre monnaie ne subisse pas de baisse comme cela arrive dans un système libre de change dans lequel la monnaie reflète le niveau de confiance que les partenaires ont en une économie. Dans ce système, n'importe quel événement est susceptible d'avoir une incidence sur le cours d'une monnaie. Dans notre cas, quelque soit l'événement (politique, sociale, économique...), le cours reste invariable. La mise en place d'une politique monétaire commune impose un dispositif de sécurité et de rigueur monétaire qui est mis en place pour éviter essentiellement les incidents de paiements et couvrir les bailleurs de fonds. C'est-à-dire que la monnaie employée soit toujours remboursée et donc qu'au niveau de l'économie les risques soient couverts. Cette politique dite restrictive reprend dans les grandes lignes celle de la France et de l'Europe (Banque de France et ensuite la Banque Centrale Européenne) et permet par ailleurs de limiter la hausse des prix en restreignant la circulation de l'argent. Ce dispositif fonctionne tant bien que mal et n'a connu qu'une seule remise en cause significative qui s'est traduite par une dévaluation importante, elle-même induite par un recul global des économies des pays de la zone et donc une baisse substantielle des devises gardées en France (le niveau est descendu en dessous de 15 jours d'importation en fin 1993 contre un niveau qui dépasse aujourd'hui plus de 150 jours d'importation).

Au sens financier du terme, le dispositif du CFA est une réussite car il a atteint ses deux objectifs majeurs à savoir maintenir la convertibilité de la monnaie et contenir la hausse des prix. Ces deux facteurs sont financièrement positifs. La stabilité et la convertibilité de notre monnaie sont des gages importants de crédibilité. Cela facilite les échanges et les contacts et permet une bonne circulation des capitaux tout en limitant fortement le marché noir. Il n'y a pas de divergences dans les taux de change pratiqués au sein d'un même pays et surtout il n'y a pas de réseaux monétaires parallèles, ce qui facilite le pilotage économique et permet aux politiques de pouvoir définir et mettre en œuvre leurs stratégies sans trop d'incertitudes. On maîtrise bien la masse monétaire et on la suit aisément ; situation qui facilite la gestion financière, elle-même élément de crédibilité et de maîtrise de la masse monétaire. Cela crée ainsi un cercle vertueux crédibilisant d'avantage les pays et leur monnaie et propice aux actions de perspectives. Le second facteur positif de cette situation est le niveau limité de la hausse des prix et l'installation d'un environnement de désinflation (maîtrise de l'inflation). Depuis plus d'une décennie, les prix dans la zone, restent contenus dans certaines limites, ce qui maintient le pouvoir d'achat et rapproche l'économie réelle de l'économie officielle.

La maîtrise des prix permet une gestion prévisionnelle des entreprises et est susceptible de créer un environnement propice aux investissements. Les partenaires investiront sans le souci de voir lamener leur marge par une hausse des prix et donc une baisse du pouvoir d'achat. Ils ne ressentiront que peu la nécessité de se couvrir contre ces risques ; ce qui évitera des surcoûts liés aux investissements dans notre zones et donc la rendra plus attractive qu'ailleurs. La politique rigoureuse mise en œuvre et l'arrimage de notre monnaie au Franc français et maintenant à l'Euro a eu comme effet de nous maintenir dans un sillage de hausse par rapport au dollar qui ne cesse de baisser. Comme certains produits s'échangent en dollars, ces produits auront automatiquement un coût moindre pour nous. Il en est ainsi des produits pétroliers dont le coût induit celui de beaucoup d'autres produits et services (transports, constructions, produits alimentaires...). De 2002 à 2007 le dollar a perdu environ 40% de sa valeur par rapport à l'euro et donc par rapport au FCFA. Ceci veut dire que sur la même période, le prix des produits pétroliers par exemple (hors mécanisme d'ajustement interne décidé par l'Etat qui amorti un peu la hausse des prix) devrait augmenter d'autant car sur la même période le prix du baril de pétrole a augmenté d'environ 100%. En terme monétaire, le prix du litre de gasoil aurait été d'environ 800 FCFA si on n'avait pas un FCFA fort. Cela mérite d'être su par le plus grand nombre de nos concitoyens. Notre politique monétaire restrictive n'a pas que des inconvénients. Le dernier avantage de cette politique est justement qu'elle est une politique commune et partagée, même si elle est mise en œuvre sous tutelle. Cette politique et cette monnaie commune constituent des moyens importants d'intégration économique. C'est peut être ce qui fait qu'elle n'a été que rarement remise en question même par les nombreux régimes marxistes qui ont été au pouvoir dans certains pays membres de la zone.

Cette politique monétaire commune est aussi malheureusement une des faiblesses du dispositif du FCFA car elle est plus économique que politique. Elle semble plus obéir à des impératifs monétaires et financiers qu'à des impératifs de développement. Elle est plus aux mains des financiers du Trésor et des Banques Centrales qu'à celles des décideurs et des élus. Or, la politique monétaire doit être une politique de développement. Les deux ne sont d'ailleurs pas inconciliables. Dans notre cas, on regrette une prédominance des financiers, plus intéressés par l'équilibre et le solde des balances des paiements que par le portefeuille du cousin du village ! Le fait que ce domaine soit assez technique n'est pas étranger à cette situation. Mais les politiques feraient mieux de s'imposer pour espérer peut être donner d'autres impulsions et d'autres directions à cette aventure monétaire commune. Le second reproche formulé à l'encontre du système CFA et qui est fondé, est l'impact de la politique monétaire sur l'activité économique. Le coût d'intervention des financiers est trop lourd pour entraîner un financement important de l'économie. Le coût est financier (niveau élevé des taux d'intérêt) mais il est aussi procédural ; ce qui limite forcément l'accès au crédit et donc la perspective de l'emploi des ressources vers des activités économiques. De l'autre côté les établissements financiers ne s'impliquent pas assez dans l'accompagnement des opérateurs pour leur permettre de bénéficier d'expertises et de produits adaptés. Nous voyons régulièrement des banques disposant des ressources et des opérateurs ayant des besoins mais nous sommes aussi témoins de l'impossibilité de la collaboration entre ces deux catégories d'acteurs au préjudice de l'économie et de nos sociétés. La politique monétaire n'est pas étrangère à cette situation. Elle est ainsi synonyme d'occasion ratée de financement et de soutien aux économies qui aurait pu générer de la richesse et de la croissance au bénéfice de tous et donc d'elle aussi.

La perte concurrentielle est sans doute le reproche le plus couramment fait au CFA fort qu'on constate actuellement. Les exportateurs de produits de rente et de produits industriels sont les premiers à monter au créneau. Les uns entraînent dans leur croisade les millions de ruraux qui vivent des subsides liées à leur rente et montent cette situation en épingle souvent pour masquer leur perte de compétitivité. Il est quand même clair que la valeur de notre monnaie est un frein concurrentiel important. Il n'est pas de jour où on ne voit un produit, généralement d'origine asiatique, arrivé sur le marché de nos pays moins cher que son équivalent du cru. On le voit dans tous les domaines (dans l'agriculture par le riz aux matériaux de construction ou aux produits de consommation courante). La côte d'alerte est atteinte. Les importations ont tendance à augmenter mais au prix de la destruction de certains pans de nos économies. Les produits de première nécessité importés sont abordables mais à terme, ne faut-il pas craindre la disparition des productions locales et la transformation de nos pays en consommateurs de produits importés dans les villes et d'auto consommation dans les campagnes. Ce modèle économique est-il viable ? Nous devons agir pour faire en sorte d'inverser la tendance et l'arme monétaire, qui n'est pas la seule loin de là, a aussi son rôle à jouer.

Notre monnaie bénéficie des avantages du système de la zone franc. Il est indéniable que ce système a du mérite et a permis d'accroître notre crédibilité internationale. Mais une monnaie est un instrument, ce n'est pas un objectif. La stratégie et la politique monétaires doivent être orientées et dédiées à la cause du progrès. Surtout dans notre contexte.

La politique est un moyen vers un destin collectif qui doit être celui du progrès et du bien-être du plus grand nombre. Mais la politique doit obéir à une vision, c'est-à-dire quel avenir collectif nous souhaitons nous définir et quels sacrifices nous sommes prêts à consentir pour la réalisation de cet avenir commun. Ensuite le leadership adéquat pour mettre en œuvre ce chantier et enfin les moyens à y consacrer sont à mettre en place. Or, force est de constater, nous manquons de visions et surtout nous manquons de leadership. Nous avons les fondamentaux pour avoir une monnaie commune en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Centre mais nous n'avons pas le leadership pour gérer la monnaie de manière dépassionnée. Si on se réfère à la gestion de la question des accords de partenariat économique (APE), on devrait être pessimiste sur la crédibilité de notre leadership. Si on se réfère à la guéguerre en Afrique de l'Ouest autour de la direction de la Banque centrale, on devrait craindre l'avenir !

La question de l'avenir est à tracer et à conduire de manière résolue. A l'échelle Ouest Africaine, nous devons nous poser la question de l'avenir monétaire et poursuivre le sentier de la convergence monétaire entre le FCFA et la seconde zone monétaire en cours de constitution et qui est composée des pays anglophone avec la Guinée et le Cap-Vert. Dans cette perspective, nous devons mieux nous approprier de notre monnaie et de sa gestion. Notre banque centrale doit se situer dans cette perspective qui doit voir sur une dizaine d'années l'arrimage progressif de la monnaie à un panier de monnaies internationales dont au moins pour un quart au Yuan RMB chinois. Ceci va avoir l'avantage d'ajuster la valeur du CFA aux évolutions de plusieurs monnaies et donc de mettre en phase la devise avec l'environnement. Il nous faut aller progressivement vers la réalité des valeurs et des prix et surtout larguer les amarres avec l'assistance. Le faire progressivement mais de manière résolue. La future monnaie Ouest Africaine doit être programmée d'ici quinze ans avec une banque centrale unique comme toile de fond monétaire de l'intégration Ouest Africaine.

Les leaders, à l'aune de la CEDEAO, doivent prendre fermement cet engagement et s'y inscrire. Des politiques de convergences et des politiques de développement communes soutiendront le dispositif.

La politique monétaire doit être plus souple que celle encourue avec comme objectif d'augmenter la masse monétaire en circulation, quitte à permettre un peu d'inflation. Une augmentation de l'inflation de 2 à 5% ne serait pas dommageable si elle s'accompagne par une croissance économique induite par le crédit et par les investissements liés au crédit de manière endogène. L'inflation créée de manière endogène est facteur de progrès si elle reste dans une certaine limite. Nous avons la marge de manœuvre monétaire pour nous le permettre. Essayons le ! Là également sous impulsion politique suivie par une application technique et non le contraire !

La monnaie ne résout pas les problèmes économiques mais si elle est gérée de manière intelligente, elle peut créer les conditions pour l'application des solutions économiques. La Chine gère une monnaie volontairement sous évaluée avec de bons résultats économiques. Nous pouvons au moins essayer de l'imiter.

Le CFA peut être considéré comme le concentré des maux africains (assistanat, dépendance, non résolution, ...) mais également peut être la première étape d'une formidable aventure monétaire, économique et sociale. Il est un cadre établi avec des résultats indéniables et des marges de manœuvres appréciables. Il nous reste à nous l'approprier et à lui donner une orientation conforme à nos attentes. Pas celles d'une frange de la population mais celles de la majorité d'entre nous. Ce nouveau destin monétaire que nous devons nous tracer préfigurera peut être ce dont cette monnaie avait la vocation, en l'occurrence l'édification d'une véritable communauté financière africaine !